



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 25 AVRIL 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

L'an deux mille quatorze le vingt cinq avril à dix sept heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

| Nombre de Membres | | |
|---|-------------|---|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 61 |

Objet de la
délibération:

**Droit à la formation
des Elus**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain

REPRESENTES

Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER

ABSENTS :

SENES Sylvain, VECCHIO Valérie

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 29/4/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 29/4/2014

Le Code Général des Collectivités Territoriales reconnaît aux élus communaux et intercommunaux, dans ses articles L2123-12 et L5214-8, le droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Les modalités d'exercice de ce droit sont fixées par les articles R1221-1 à R1221-22 du CGCT.

Ainsi les membres du Conseil communautaire « ont droit à une formation à leur fonctions ».

Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20% du montant total des crédits ouverts au titre des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus du conseil.

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la formation sont les suivantes :

- frais de déplacement,
- frais de séjour,
- frais d'enseignement (coûts pédagogiques),
- pertes de revenus.

Les pertes de revenus sont limitées à 18 jours pour la durée d'un mandat et plafonnées à une fois et demi la valeur horaire du SMIC par heure de formation. Un justificatif de perte de salaire doit être fourni par l'employeur de l'élus.

Il est donc proposé au Conseil communautaire que :

→ Ce droit à la formation s'exerce selon le choix des élus, à condition que la formation soit dispensée par un organisme de quelque nature qu'il soit, privé ou public, agréé par le Ministère de l'intérieur (liste limitative publiée périodiquement), en privilégiant notamment en début de mandat les orientations suivantes :

- fondamentaux de la gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, délégation de service public et gestion de fait, démocratie locale, intercommunalité) ;
- formations en lien avec une délégation ;
- formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole en public, négociation, gestion des conflits, expression face aux médias, langues étrangères, informatique /bureautique).

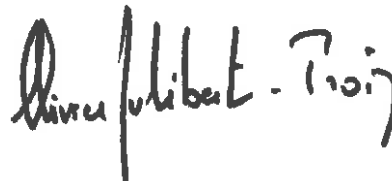
→ Le montant des dépenses de formation soit au plus égal à 20% du montant total des indemnités de fonctions susceptibles d'être allouées aux élus.

→ Chaque année, un tableau récapitulant les actions de formation financées par la collectivité soit annexé au compte administratif.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 45 voix pour et 16 abstentions (BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan , DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le vendredi 25 avril 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var